

Revue financière

14	Rapport de gestion	46	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	47	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	51	Instruments financiers
17	Points saillants – Rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2020	53	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
19	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2020	53	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
20	Perspectives pour l'exercice 2021		
21	Aperçu financier	53	Gestion des risques
26	Informations financières trimestrielles	57	Politique en matière de dividendes
30	Résultats par secteur d'activité	58	Déclaration de dividendes
40	Situation financière	58	Renseignements supplémentaires
41	Arrangements hors bilan	59	Rapport de l'auditeur indépendant
42	Situation de trésorerie et sources de financement	61	États financiers consolidés et notes
42	Actions privilégiées	112	Informations supplémentaires
43	Données sur les actions en circulation	118	Glossaire
44	Régimes de paiements fondés sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS :

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2021 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers, les risques et incertitudes et les incidences persistantes potentielles de la pandémie de coronavirus (COVID-19) sur nos activités, nos résultats financiers et notre situation financière, ainsi que sur la conjoncture économique et des marchés financiers à l'échelle mondiale, décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2020 clos le 31 mars 2020 – ce document est daté du 2 juin 2020.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2020 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2020 et 2019, à partir de la page 61 du présent rapport.

L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance.

La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs pour le compte des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA au Canada, les ASG au Canada, les ASG en Australie et les ASG au Royaume-Uni et en Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA au Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, la perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, « Jitneytrade ») depuis la date de clôture du 6 juin 2018 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC (« Petsky Prunier ») depuis la date de clôture du 13 février 2019 sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (« Hargreave Hale ») depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Limited (renommée « CG McCarthy Limited ») (« McCarthy Taylor ») depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Thomas Miller Wealth Management Limited (renommée « CG Wealth Planning Limited ») (« Thomas Miller ») depuis la date de clôture du 1^{er} mai 2019. À compter du T3/20, le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») (« Patersons ») depuis la date de clôture du 21 octobre 2019.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

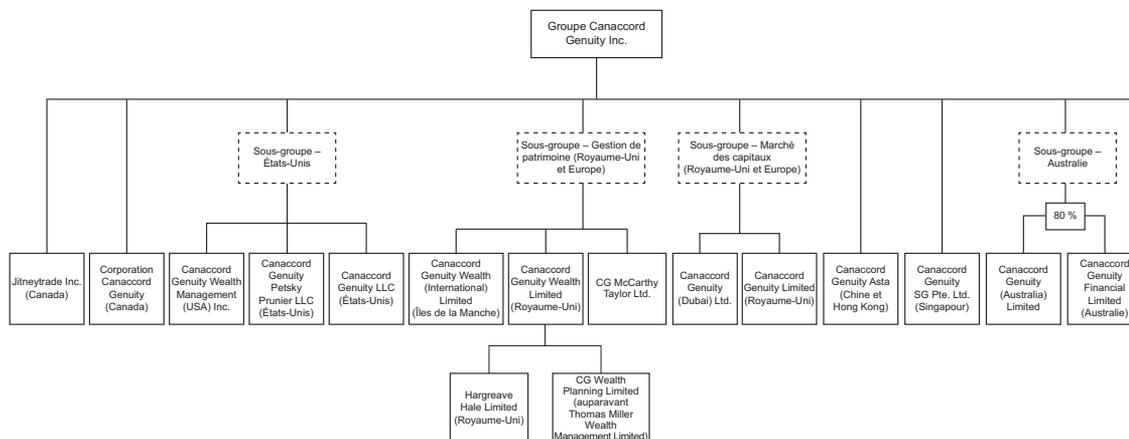
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2020.

La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited (auparavant « Patersons Securities Limited ») (80 % au 31 mars 2019); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2020, en raison des actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2019).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2020, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie, technologie, industries, produits financiers, métaux et mines, énergie, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Points saillants – Rendement des principaux secteurs d'activité pour l'exercice 2020

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 511,4 millions \$ à l'exercice 2020 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 80,2 millions \$.¹

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 209,6 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a dégagé un résultat net avant impôt de 22,7 millions \$.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 278,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 56,5 millions \$ à l'exercice 2020.¹
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 1,0 million \$ à l'exercice 2020.¹
- Les actifs pour le compte des clients se chiffraient à 60,7 milliards \$ au 31 mars 2020, ce qui représente une baisse de 5,0 milliards \$, ou 7,6 %, par rapport à 65,7 milliards \$ au 31 mars 2019, et une baisse de 16,6 % par rapport à 72,8 milliards \$ au 31 décembre 2019. La baisse des actifs pour le compte des clients au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020 reflète le déclin généralisé des marchés boursiers en raison de l'incertitude provoquée par la pandémie de COVID-19 qui est apparue pendant cette période. Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation se sont établis comme suit :
 - Les actifs pour le compte des clients en Amérique du Nord totalisaient 18,4 milliards \$ au 31 mars 2020, en baisse de 2,2 milliards \$ ou 10,8 %, par rapport à ceux au 31 mars 2019.
 - Les actifs pour le compte des clients au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 39,9 milliards \$ (22,7 milliards £) au 31 mars 2020, en baisse de 4,3 milliards \$ (2,7 milliards £), ou 9,8 %, par rapport à 44,2 milliards \$ (25,4 milliards £) à la fin de l'exercice précédent.
 - Les actifs pour le compte des clients en Australie détenus dans les plateformes de gestion des placements de la Société s'élevaient à 2,4 milliards \$ au 31 mars 2020.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 689,5 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 59,8 millions \$.¹

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file pour 185 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 9,7 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2020.
- Au cours de l'exercice 2020, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 373 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles lui ont permis de mobiliser un produit total de 51,7 milliards \$.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

Le 7 août 2019, lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société de 2019, Sally Tennant, OBE, a été élue au conseil d'administration de la Société à titre d'administratrice indépendante. La Société compte huit administrateurs, dont six sont indépendants.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par incrément de 0,10 \$ l'action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées, et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué, jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Par ailleurs, 7 272 727 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019 et conclue le 9 août 2019. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, 1 467 656 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le 21 octobre 2019, par l'entremise de ses activités en Australie, la Société a conclu l'acquisition de Patersons Securities Limited, ce qui accroît l'envergure des activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie et met en place une plateforme robuste en vue de leur expansion. Patersons Securities Limited a été renommée Canaccord Genuity Financial Limited.

Au cours du T4/20, la pandémie de COVID-19 a considérablement perturbé les marchés financiers mondiaux et les économies du monde entier. Ces perturbations ont entraîné des baisses importantes des marchés boursiers élargis, lesquelles ont fait reculer les portefeuilles d'actions des clients de nos activités de gestion de patrimoine. Par conséquent, les produits tirés des honoraires, calculés en fonction de la valeur des actifs pour le compte des clients au 31 mars 2020, ont affiché un recul correspondant, lequel a cependant été compensé en partie par la hausse des produits tirés des commissions attribuable à l'accroissement du niveau des activités de négociation. Les produits tirés des activités de négociation de la part de clients institutionnels, des activités de tenue de marché et d'autres activités de négociation ont également profité de la volatilité des marchés boursiers à la fin du T4/20. L'importance des répercussions que la COVID-19 continuera d'avoir sur les activités et la situation financière de la Société est incertaine et dépendra de l'évolution future de la situation, notamment en ce qui concerne la durée et l'étendue de la pandémie ainsi que l'incidence des mesures de contrôle et des restrictions connexes imposées par les divers gouvernements et organismes de réglementation. Si l'incertitude sur les marchés se prolonge et que les valeurs boursières demeurent à un bas niveau pendant une longue période, les produits des activités ordinaires de la Société tirés des différentes sources, notamment ceux découlant des activités de financement de sociétés et de consultation ainsi que ceux générés par les activités de négociation, à frais fixes ou de courtage à la commission, pourraient être touchés négativement, tout comme pourrait l'être l'effet correspondant de cette réduction des produits des activités ordinaires sur les résultats d'exploitation de la Société.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2020

Contexte économique

Tout au long de l'exercice 2020, les marchés financiers sont demeurés axés sur les mesures de relance de la Réserve fédérale et sur l'éventualité d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine. Au début du quatrième trimestre de l'exercice, les perspectives laissaient entrevoir une croissance des bénéfices plus stable quoique modeste. En mars 2020, les marchés boursiers ont été le théâtre d'une liquidation importante de titres en raison de l'écllosion de la COVID-19 et des mesures de confinement adoptées initialement par la Chine, puis par le monde entier. Des facilités de garantie de liquidité et de crédit ont été consenties aux entreprises par divers gouvernements, organismes gouvernementaux et autorités gouvernementales afin de contenir le risque d'insolvabilité, tandis que les consommateurs ont obtenu une aide financière d'urgence pour pallier la perte de leurs revenus jusqu'au retour à la normale de l'activité économique.

Sur les marchés élargis, les indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents ont reculé respectivement de 7,0 %, 14,2 % et 12,7 % au cours de l'exercice 2020. Le déclin de la demande a entraîné une baisse marquée du secteur des produits de base (-41,0 %) et nuï au dollar canadien face au dollar américain (-5,1 %). Pendant ce temps, une ruée vers les valeurs refuges a profité aux obligations du Trésor américain (+21,5 %).

Les mesures des gouvernements et des banques centrales, jumelées à l'atteinte prévue d'un plateau dans les taux d'infection à la COVID-19, ont fini par rassurer les investisseurs, permettant ainsi aux marchés boursiers de se remettre de cette situation de survente et de sous-évaluation au moment où nous entreprenons notre exercice 2021.

Financement de sociétés et consultation

Les actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation ont moins bien fait que les actions des sociétés à grande capitalisation au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2020. Nous prévoyons que les mesures énergiques de relance monétaire et budgétaire des banques centrales et des gouvernements continueront de soutenir les prix des produits de base. Ainsi, le marché devrait demeurer haussier pour les métaux précieux et les actions sous-jacentes, et la reprise dans les métaux industriels devrait survenir plus tard, coïncidant avec de futures mesures de relance budgétaire ciblant les dépenses en infrastructures. Étant donné que le cannabis médical a été déclaré comme étant un service essentiel par les gouvernements des États-Unis et du Canada en lien avec la pandémie de COVID-19, cette industrie continue d'offrir des possibilités d'expansion et de croissance attrayantes à long terme pour de nombreux marchés. Nous observons une reprise des activités de suivi dans le secteur des soins de santé, principalement en lien avec les technologies médicales et les diagnostics. Alors que le télétravail s'impose comme la nouvelle norme, l'accélération du rythme d'adoption du commerce électronique et des technologies numériques ouvre de nouveaux débouchés aux sociétés de croissance dans les secteurs de la technologie et des TI en soins de santé. Dans l'ensemble, nous nous attendons à ce que le contexte actuel demeure porteur pour les activités de financement de sociétés et de consultation dans les secteurs cibles faisant appel à nos connaissances poussées du marché intermédiaire.

Valeur de l'indice à la fin du trimestre	T4/19	(D'un exercice à l'autre)	T1/20	(D'un exercice à l'autre)	T2/20	(D'un exercice à l'autre)	T3/20	(D'un exercice à l'autre)	T4/20	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
	29 mars 2019		28 juin 2019		30 sept. 2019		31 déc. 2019		31 mars 2020		
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	262,4	-14,3 %	258,7	-6,8 %	244,1	-6,1 %	267,1	12,1 %	191,9	-26,9 %	-28,2 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	238,3	-8,7 %	239,3	0,0 %	227,4	-3,8 %	253,0	15,7 %	194,0	-18,6 %	-23,3 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration. L'allègement prévu des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19 pourrait donner lieu à une deuxième vague de contamination, ce qui fait que la durée et l'ampleur de la reprise économique au cours du prochain exercice demeurent incertaines. Nous nous préparons à composer avec un environnement d'affaires plus difficile et un ralentissement des activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux du marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation. Cependant, notre importante diversification sectorielle et géographique devrait atténuer le risque d'un ralentissement de nos activités de financement de sociétés et de consultation.

Négociation

Les activités de négociation dans nos principaux secteurs cibles ont progressé au cours de l'exercice 2020 comparativement aux niveaux atteints il y a un an. L'accroissement de la volatilité sur les marchés vers la fin du quatrième trimestre a incité les investisseurs à ajuster la composition de leurs actifs, ainsi que la répartition de ces actifs dans différents secteurs et différentes entreprises, afin de s'adapter à un contexte économique qui évolue rapidement. Nous avons réalisé cette performance en dépit du rendement inférieur dégagé par les actions des sociétés à petite et moyenne capitalisation dans certains marchés où nous menons des activités. À plus long terme, nous prévoyons que l'allègement du confinement, jumelé aux mesures d'hyper-reflation de l'économie, devrait soutenir les prix des produits de base et que cet environnement devrait s'avérer avantageux pour les actions des sociétés à petite et moyenne capitalisation axées sur les ressources.

Valeur moyenne au cours du trimestre/de l'exercice

	T4/19		T1/20		T2/20		T3/20		T4/20		Exercice 2020		
	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	28 juin 2019	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2019	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2020	(D'un exercice à l'autre)
Russell 2000	1 509,0	-2,9 %	1 549,0	-3,7 %	1 534,2	-9,7 %	1 590,6	6,3 %	1 508,0	-0,1 %	-5,2 %	1 544,4	-1,5 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 845,1	-3,6 %	1 917,1	-0,8 %	1 922,5	-4,4 %	1 985,2	8,8 %	1 871,8	1,4 %	-5,7 %	1 926,8	1,8 %
FTSE 100	7 061,3	-4,0 %	7 357,4	-2,5 %	7 359,4	-2,6 %	7 329,4	4,8 %	6 867,8	-2,7 %	-6,3 %	7 187,2	-0,2 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 027,2	-7,0 %	1 076,6	-3,5 %	1 083,4	-3,6 %	1 137,9	12,4 %	1 095,3	6,6 %	-3,7 %	1 105,6	4,9 %
S&P/TSX	15 621,7	-0,8 %	16 374,1	3,2 %	16 472,7	1,0 %	16 780,2	11,6 %	16 204,3	3,7 %	-3,4 %	16 487,2	5,3 %

Gestion de patrimoine mondiale

L'accroissement de la volatilité provoqué par la pandémie de COVID-19 a nui aux investisseurs du monde entier. Le rendement des indices S&P 500, S&P/TSX et MSCI Marchés émergents a reculé respectivement de 19,6 %, 20,9 % et 19,0 % par rapport à celui du trimestre précédent au cours de la période de trois mois. En regard de l'exercice précédent, les marchés boursiers ont enregistré des pertes moins prononcées, avec des baisses de respectivement 7,0 %, 14,2 % et 12,7 %, en raison de la faiblesse des effets de base. Pendant ce temps, les bons du Trésor (+21,5 % d'un exercice à l'autre) ont offert une certaine protection aux portefeuilles diversifiés. Bien que la valeur des actifs des clients ait souffert de la conjoncture défavorable des marchés élargis à la fin de l'exercice 2020, la diversification du portefeuille d'actions et d'obligations a assuré une certaine stabilité dans une conjoncture sans précédent. En tenant compte des conseillers en placement qui ont été recrutés et des nouveaux actifs pour le compte des clients qui ont été ajoutés à notre plateforme, le recul des actifs pour le compte des clients au cours de l'exercice 2020 a été marginal et entièrement lié aux marchés.

	T4/19 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/20 Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2020 Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	13,6 %	4,3 %	1,7 %	9,1 %	-19,6 %	-7,0 %
S&P/TSX	13,3 %	2,6 %	2,5 %	3,2 %	-20,9 %	-14,2 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	9,9 %	0,3 %	-1,9 %	9,6 %	-19,0 %	-12,7 %
MSCI MONDE	12,3 %	3,8 %	0,1 %	9,1 %	-21,3 %	-10,8 %
INDICE S&P GS COMMODITY	15,0 %	-1,4 %	-4,2 %	8,3 %	-42,3 %	-41,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR						
AMÉRICAIN À 10 ANS	3,0 %	4,4 %	3,8 %	-1,9 %	14,3 %	21,5 %
\$ CA/\$ US	2,2 %	1,9 %	-1,1 %	1,9 %	-7,6 %	-5,1 %
\$ CA/€	4,5 %	0,6 %	3,1 %	-0,9 %	-6,1 %	-3,5 %

Perspectives pour l'exercice 2021

Les divers plans de relance monétaire et budgétaire mis en œuvre par les banques centrales et les gouvernements partout dans le monde semblent avoir réussi à protéger l'économie mondiale contre une crise de liquidité et de solvabilité plus importante. Cela étant dit, malgré l'allègement des mesures de confinement à l'échelle mondiale, il pourrait y avoir des risques de ralentissement dans le futur si les taux d'infection à la COVID-19 augmentent ou ne diminuent pas. Autrement, nous prévoyons que la consommation dans le cadre de la reprise sera surtout le fait du secteur manufacturier étant donné que les mesures de distanciation physique ont une incidence restrictive sur l'économie des services. Les prochaines mesures de relance budgétaire qui seront annoncées, que ce soit aux États-Unis, en Europe ou en Chine, devraient cibler les dépenses en infrastructures, car celles-ci ont un effet multiplicateur optimal sur le plan économique. C'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis que les produits de base et les autres actifs sensibles à l'inflation seront les principaux bénéficiaires des mesures d'hyper-reflation monétaire et budgétaire pendant la phase de reprise de la demande. Nous croyons que cette conjoncture soutiendra nos activités de placement pour compte, tandis que les investisseurs modifient en conséquence la composition de leurs actifs, de même que la répartition de ces actifs dans différents secteurs et différentes entreprises. Nous prévoyons que nos activités de gestion de patrimoine continueront de faire fructifier les actifs pour le compte des clients, alors que les marchés misent de plus en plus sur un rétablissement de l'économie et des bénéfices au cours de l'année civile 2021. Enfin, malgré un niveau d'activité modeste au début de l'exercice 2021, nous nous attendons à ce que les activités de financement de sociétés et de consultation se maintiennent alors que les entreprises œuvrant dans nos secteurs cibles chercheront à mobiliser des capitaux, à se restructurer, à réaliser des fusions ou à acquérir de nouvelles entreprises afin de tirer parti des possibilités que le prochain cycle économique devrait offrir.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 7}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2020	2019	2018	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	586 884 \$	556 475 \$	461 937 \$	30 409 \$	5,5 %
Financement de sociétés	236 962	294 241	282 195	(57 279)	(19,5) %
Honoraires de consultation	206 507	142 228	122 372	64 279	45,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	108 834	125 830	113 921	(16 996)	(13,5) %
Intérêts	63 690	51 008	27 875	12 682	24,9 %
Divers	20 990	20 785	14 577	205	1,0 %
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867	1 190 567	1 022 877	33 300	2,8 %
Charges					
Charge de rémunération	738 313	716 625	625 853	21 688	3,0 %
Autres charges indirectes ³	383 527	356 240	298 250	27 287	7,7 %
Frais de restructuration ⁴	1 921	13 070	7 643	(11 149)	(85,3) %
Frais connexes aux acquisitions	(124)	3 064	6 732	(3 188)	(104,0) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	8 608	—	(8 608)	(100,0) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	48 355	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	207	304	298	(97)	(31,9) %
Total des charges	1 123 844	1 097 911	987 131	25 933	2,4 %
Résultat avant impôt sur le résultat	100 023	92 656	35 746	7 367	8,0 %
Résultat net	86 554 \$	71 582 \$	17 077 \$	14 972 \$	20,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	86 490 \$	70 530 \$	13 024 \$	15 960 \$	22,6 %
Participations de donnant pas le contrôle	64 \$	1 052 \$	4 053 \$	(988) \$	(93,9) %
Résultat par action ordinaire de base	0,78 \$	0,58 \$	0,04 \$	0,20 \$	34,5 %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,65 \$	0,48 \$	0,03 \$	0,17 \$	35,4 %
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,20 \$	0,15 \$	—	—
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	0,9712 \$	—	—
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,2482 \$	—	—
Compte non tenu des éléments importants⁶					
Total des produits des activités ordinaires	1 223 867 \$	1 190 567 \$	1 022 877 \$	33 300 \$	2,8 %
Total des charges	1 100 810 \$	1 054 981 \$	912 270 \$	45 829 \$	4,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat	123 057 \$	135 586 \$	110 607 \$	(12 529) \$	(9,2) %
Résultat net	106 323 \$	107 355 \$	81 657 \$	(1 032) \$	(1,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	105 895 \$	106 303 \$	77 604 \$	(408) \$	(0,4) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	428 \$	1 052 \$	4 053 \$	(624) \$	(59,3) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,81 \$	0,80 \$	0,59 \$	0,01 \$	1,3 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	1 210 031 \$	25,4 %
Total du passif	5 027 421	3 870 934	3 165 813	1 156 487	29,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	(1 841)	(92,2) %
Total des capitaux propres	928 618	876 363	841 352	55 385	6,0 %
Nombre d'employés	2 308	2 112	1 956	196	9,3 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019, et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.

7) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsy Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

	Pour les exercices clos les 31 mars				
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	2020	2019	2018	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	1 223 867 \$	1 190 567 \$	1 022 877 \$	33 300 \$	2,8 %
Total des charges selon les IFRS	1 123 844 \$	1 097 911 \$	987 131 \$	25 933 \$	2,4 %
Charges					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	9 167	2 496	2 317	6 671	267,3 %
Frais connexes aux acquisitions	1 806	1 976	—	(170)	(8,6) %
Frais de restructuration	—	13 070	4 704	(13 070)	(100) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	42 399	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 940	11 153	8 273	2 787	25,0 %
Frais de restructuration	1 921	—	2 939	n. p.	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	(1 930)	1 088	6 732	(3 018)	(277,4) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	4 058	—	—
Frais de développement	—	245	—	(245)	(100) %
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ²	(1 870)	4 294	1 541	(6 164)	(143,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Perte sur débentures convertibles	—	8 608	—	(8 608)	(100) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	1 898	—	—
Total des éléments importants	23 034	42 930	74 861	(19 896)	(46,3) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 100 810	1 054 981	912 270	45 829	4,3 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	123 057 \$	135 586 \$	110 607 \$	(12 529) \$	(9,2) %
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	16 734	28 231	28 950	(11 497)	(40,7) %
Résultat net – ajusté	106 323 \$	107 355 \$	81 657 \$	(1 032) \$	(1,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	96 491	96 899	68 011	(408)	(0,4) %
Résultat par action ordinaire de base, ajusté	0,98 \$	1,01 \$	0,73 \$	(0,03) \$	(3,0) %
Résultat par action ordinaire, après dilution, ajusté	0,81 \$	0,80 \$	0,59 \$	0,01 \$	1,3 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. La fluctuation du change a contribué à une partie de la variation des postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe qui suit.

RÉGIONS

Nos activités à Dubaï sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni et en Europe ». À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

GOODWILL

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie, n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2020 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, aux États-Unis et en Australie. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2020 se sont établis à 1,2 milliard \$, en hausse de 2,8 %, ou 33,3 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Pour le troisième exercice d'affilée, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à une hausse des produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale de 49,6 millions \$ ainsi qu'à une hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Les produits des activités ordinaires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont diminué de 14,9 millions \$, ou 2,1 %, comparativement à ceux de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2020, nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 350,4 millions \$, une augmentation de 46,8 millions \$, ou 15,4 %, comparativement à ceux inscrits au cours de l'exercice précédent attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés au cours de l'exercice 2019, les produits tirés de nos activités au Canada ont reculé de 56,0 millions \$, ou 21,5 %, en raison surtout de la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des commissions et honoraires. Nos activités au Royaume-Uni ont généré des produits des activités ordinaires de 96,1 millions \$ au cours de l'exercice 2020, ce qui représente une baisse de 12,7 millions \$, ou 11,7 %. Malgré la diminution globale des produits des activités ordinaires, nos activités au Royaume-Uni ont réalisé certains mandats de consultation au cours de l'exercice 2020, ce qui a donné lieu à une hausse de 26,5 % des produits tirés des honoraires de consultation comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits de nos activités en Australie ont affiché une hausse de 7,0 millions \$, ou 22,3 %, par rapport aux produits inscrits à l'exercice 2019, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation au cours de l'exercice 2020.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont augmenté de 49,6 millions \$, ou 10,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 23,0 millions \$, ou 9,0 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019, laquelle découle surtout de la progression des produits tirés des honoraires, attribuable à l'augmentation des actifs pour le compte des clients au cours de l'exercice. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 209,6 millions \$ au cours de l'exercice 2020, en hausse de 2,7 millions \$, ou 1,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. En outre, nos activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$, en hausse de 22,8 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2019, par suite de l'acquisition de Patersons au cours du T3/20 (les produits des activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisés dans Marchés des capitaux avant le T3/20).

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 30,4 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, pour s'établir à 586,9 millions \$ à l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. Cette hausse a été en partie contrebalancée par une diminution de 23,0 millions \$, ou 13,1 %, des produits tirés des commissions et des honoraires attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux comparativement à ceux de l'exercice 2019.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 237,0 millions \$ à l'exercice 2020, en baisse de 57,3 millions \$, ou 19,5 %, par rapport à 294,2 millions \$ à l'exercice 2019, du fait d'une diminution des activités sur les marchés des capitaux. Toutes les régions où nous exerçons nos principales activités ont vu les produits tirés des activités de financement de sociétés reculer, sauf en Australie, où les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 21,8 millions \$ à l'exercice 2020, en hausse par rapport à 17,5 millions \$ à l'exercice 2019.

S'établissant à 206,5 millions \$ à l'exercice 2020, les produits tirés des honoraires de consultation ont présenté une hausse de 64,3 millions \$, ou 45,2 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La plus importante augmentation, soit 47,7 millions \$, ou 97,0 %, a été enregistrée par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, grâce à l'acquisition de Petsky Prunier au T4/19. Les produits tirés des honoraires de consultation au Royaume-Uni ont progressé de 11,1 millions \$, ou 26,5 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie ont affiché des progressions plus modestes, soit respectivement 4,5 millions \$ et 1,6 million \$, par rapport à l'exercice précédent.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont reculé de 17,0 millions \$ pour s'établir à 108,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, du fait surtout de la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits d'intérêts se sont établis à 63,7 millions \$ pour l'exercice 2020, en hausse de 12,7 millions \$, ou 24,9 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits tirés de nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice s'est soldée par une augmentation des occasions de prêts et des produits d'intérêts. Les produits divers se sont chiffrés à 21,0 millions \$, soit une légère augmentation de 0,2 million \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Charge de rémunération	60,3 %	60,2 %	0,1 pp
Autres charges indirectes ¹	31,3 %	29,9 %	1,4 pp
Frais de restructuration ^{2, 3}	0,2 %	1,1 %	(0,9) pp
Frais connexes aux acquisitions ²	0,0 %	0,3 %	(0,3) pp
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ^{2, 3}	0,0 %	0,0 %	0,0 pp
Perte sur extinction de débetures convertibles	0,0 %	0,7 %	(0,7) pp
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁴	n. p.	n. p.	n. p.
Total	91,8 %	92,2 %	(0,4) pp

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été engagés dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, et comprennent également des coûts immobiliers et d'autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons en Australie. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

4) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth II Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

pp : points de pourcentage

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les charges de l'exercice 2020 ont été de 1,12 milliard \$, en hausse de 25,9 millions \$, ou 2,4 %, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,1 milliard \$, en hausse de 45,8 millions \$, ou 4,3 %, par rapport à celui de l'exercice 2019. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Charge de rémunération

Depuis le T1/20, les charges qui étaient auparavant comptabilisées à titre de charge de rémunération au rendement et de charges salariales sont regroupées dans les coûts de rémunération. Ce reclassement reflète la nouvelle façon adoptée par la direction pour gérer la rémunération globale. Les informations comparatives ont également été regroupées.

La charge de rémunération s'est fixée à 738,3 millions \$, en hausse de 21,7 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale a représenté 60,3 % des produits des activités ordinaires de l'exercice 2020, soit une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Frais de négociation	83 964 \$	83 577 \$	0,5 %
Locaux et matériel	18 094	41 719	(56,6) %
Communications et technologie	66 666	64 930	2,7 %
Intérêts	33 678	25 453	32,3 %
Frais d'administration	113 612	100 768	12,7 %
Amortissement ¹	32 594	24 280	34,2 %
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	22 866	—	n. p.
Frais de développement	12 053	15 513	(22,3) %
Total des autres charges indirectes	383 527 \$	356 240 \$	7,7 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

n. p. : non pertinent (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme non pertinents)

Les autres charges indirectes de l'exercice 2020 ont augmenté de 383,5 millions \$, ou 7,7 %, et représentent 31,3 % des produits des activités ordinaires par rapport à 29,9 % à l'exercice 2019. La charge d'intérêts, les frais d'administration, la charge d'amortissement et les frais de développement figurent au nombre des hausses les plus importantes enregistrées au titre des charges indirectes, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des frais liés aux locaux et au matériel (y compris l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation).

Par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), les paiements de loyers ne sont plus comptabilisés dans les frais liés aux locaux et au matériel. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont plutôt comptabilisés et des obligations locatives d'un montant correspondant sont inscrites dans l'état de la situation financière. Les informations comparatives des périodes antérieures n'ont pas été retraitées dans le cadre de l'adoption de l'IFRS 16. Pour l'exercice 2020, ce changement de méthode comptable a donné lieu à une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 23,6 millions \$, ou 56,6 %, comparativement à ceux de l'exercice 2019, et à la comptabilisation d'une charge compensatoire de 22,9 millions \$ liée à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

De plus, la charge d'amortissement a augmenté de 8,3 millions \$, ou 34,2 %, comparativement à celle de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de Petsky Prunier et de McCarthy Taylor au T4/19, à l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et à l'acquisition de Patersons au T3/20.

La charge d'intérêts a augmenté de 8,2 millions \$, ou 32,3 %, par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2019, ce qui est en partie attribuable à la charge d'intérêts comptabilisée au titre des obligations locatives par suite de l'adoption de l'IFRS 16. En outre, la charge d'intérêts de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe a également augmenté en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour financer l'acquisition de Thomas Miller.

Les frais d'administration ont augmenté de 12,8 millions \$, ou 12,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les frais d'administration liés à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont affiché une hausse de 3,9 millions \$, ou 22,4 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en partie en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires professionnels. Aux États-Unis, les frais d'administration ont également augmenté de 4,1 millions \$, ou 21,3 %, en raison d'une hausse des frais liés aux conférences et des autres coûts visant à encourager la croissance dans cette région. De plus, les frais d'administration liés à nos activités de gestion de patrimoine ont augmenté de 8,9 millions \$, ou 26,4 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, ce qui est attribuable en partie à l'accroissement de nos activités en Australie découlant de l'acquisition de Patersons ainsi qu'à la croissance soutenue de nos activités au Royaume-Uni et en Europe. En outre, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également comptabilisé des réserves plus élevées au titre de questions d'ordre juridique en cours et nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont comptabilisé des provisions plus élevées pour les comptes sur marge des particuliers au T4/20 en raison de la chute rapide des cours du marché en mars 2020.

Les frais de développement ont baissé de 3,5 millions \$, ou 22,3 %, en regard de ceux de l'exercice 2019, en raison essentiellement d'un ajustement de certains coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe pour tenir compte de la conjoncture du marché.

Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont comptabilisé des frais de restructuration de 1,1 million \$ pour l'exercice 2020, en raison de la poursuite des activités d'intégration liées à nos acquisitions au Royaume-Uni. En outre, des frais de restructuration de 0,8 million \$ ont été engagés relativement à certains frais d'intégration et coûts immobiliers dans le cadre de l'acquisition de Patersons au T3/20. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais de restructuration de 13,1 millions \$ avaient été comptabilisés dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni.

Au cours de l'exercice 2020, des frais connexes aux acquisitions de 4,1 millions \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et de Patersons en octobre 2019, ainsi que d'autres coûts d'intégration liés aux acquisitions ultérieures. De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des actifs d'impôt différé de 11,6 millions \$ ont été comptabilisés relativement à nos activités aux États-Unis. Ces actifs d'impôt différé n'avaient pas été comptabilisés auparavant en raison de pertes historiques enregistrées aux États-Unis. En raison de la comptabilisation des actifs d'impôt différé au cours de l'exercice considéré, le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2020 s'est établi à 13,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 22,7 % pour l'exercice précédent. Tous les actifs d'impôt différé au titre de nos activités aux États-Unis ont été comptabilisés au 31 mars 2020.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2020 s'est établi à 86,6 millions \$, comparativement à 71,6 millions \$ à l'exercice 2019, soit une augmentation de 15,0 millions \$, ou 20,9 %. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 77,1 millions \$ pour l'exercice 2020, comparativement à 61,1 millions \$ pour l'exercice 2019. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,65 \$ à l'exercice 2020, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,48 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2020 s'est chiffré à 106,3 millions \$, et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 96,5 millions \$, par rapport à un résultat net de 107,4 millions \$, et un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 96,9 millions \$, à l'exercice 2019. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,81 \$ pour l'exercice 2020, par rapport à 0,80 \$ à l'exercice précédent.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2020. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	165 576	147 191	132 325	141 792	137 578	143 115	139 402	136 380
Financement de sociétés	48 619	51 550	51 992	84 801	60 316	98 978	67 426	67 521
Honoraires de consultation	49 997	60 691	42 015	53 804	32 220	40 698	44 396	24 914
Négociation à titre de contrepartiste	35 352	27 149	21 260	25 073	35 197	30 776	28 949	30 908
Intérêts	15 222	16 622	16 661	15 185	13 733	12 703	15 326	9 246
Divers	4 882	4 811	6 444	4 853	5 764	5 330	4 537	5 154
Total des produits des activités ordinaires	319 648	308 014	270 697	325 508	284 808	331 600	300 036	274 123
Total des charges	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
Résultat net avant impôt sur le résultat	30 218	22 283	16 170	31 352	5 543	40 609	24 622	21 882
Résultat net	26 246	22 840	13 178	24 290	2 456	32 458	18 019	18 649
Résultat par action – de base ⁴	0,25	0,21	0,11	0,22	0,00	0,31	0,11	0,16
Résultat par action – après dilution ⁴	0,21	0,17	0,10	0,18	0,00	0,25	0,09	0,14
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	21 451	30 458	23 760	30 654	16 610	36 843	28 867	25 035
Résultat par action – de base ⁴	0,20	0,29	0,21	0,28	0,15	0,35	0,27	0,23
Résultat par action – après dilution ⁴	0,17	0,23	0,18	0,23	0,12	0,28	0,23	0,19

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.

4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet diluitif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action pour l'exercice.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2020				Exercice 2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	319 648 \$	308 014 \$	270 697 \$	325 508 \$	284 808 \$	331 600 \$	300 036 \$	274 123 \$
Total des charges selon les IFRS	289 430	285 731	254 527	294 156	279 265	290 991	275 414	252 241
<i>Charges</i>								
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 773	2 458	2 465	2 471	639	639	639	579
Frais de restructuration	—	—	—	—	11 754	—	—	1 316
Frais connexes aux acquisitions	—	—	1 629	177	803	—	—	1 173
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 924	3 445	3 528	3 043	2 801	2 745	2 751	2 856
Frais de restructuration	(427)	1 250	1 098	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	(4 238)	—	1 973	335	918	170	—	—
Frais de développement ⁴	—	—	—	—	—	245	—	—
Paiements incitatifs liés aux acquisitions ³	(6 305)	1 574	1 709	1 152	(237)	1 490	1 498	1 543
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Perte sur débetures convertibles ⁴	—	—	—	—	—	—	8 608	—
Total des éléments importants	(5 273)	8 727	12 402	7 178	16 678	5 289	13 496	7 467
Total des charges compte non tenu des éléments importants	294 703	277 004	242 125	286 978	262 587	285 702	261 918	244 774
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	24 945 \$	31 010 \$	28 572 \$	38 530 \$	22 221 \$	45 898 \$	38 118 \$	29 349 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajustée	3 494	552	4 812	7 876	5 611	9 055	9 251	4 314
Résultat net – ajusté	21 451 \$	30 458 \$	23 760 \$	30 654 \$	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	19 142 \$	27 619 \$	21 512 \$	28 218 \$	14 466 \$	34 491 \$	26 291 \$	21 651 \$
Résultat par action – de base, ajusté ⁶	0,20 \$	0,29 \$	0,21 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$
Résultat par action – après dilution, ajusté ⁶	0,17 \$	0,23 \$	0,18 \$	0,23 \$	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

5) Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un rajustement afin de refléter directement dans les capitaux propres une tranche de 4,9 millions \$ de la perte se rapportant à l'option de conversion des débetures subordonnées éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

6) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Grâce à la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale et à la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles au Canada et aux États-Unis, la Société a continué d'afficher des produits des activités ordinaires et un résultat avant impôt élevés. Les produits des activités ordinaires de cinq des huit derniers trimestres ont dépassé les 300,0 millions \$ pour s'établir à un sommet record de 331,6 millions \$ au T3/19. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 3,8 % au T4/20 par rapport à ceux du trimestre précédent, et le total des produits des activités ordinaires à l'exercice 2020 s'est chiffré à 1,2 milliard \$, franchissant le cap du 1,0 milliard \$ pour un troisième exercice consécutif.

Les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont généré des produits des activités ordinaires annuels de 689,5 millions \$, soit une légère diminution de 2,1 % par rapport à ceux de l'exercice 2019 qui avaient atteint un niveau record. Dans l'ensemble, les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont baissé en regard de ceux de l'exercice 2019, en raison d'une diminution du nombre de transactions réalisées dans le secteur du cannabis au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Les produits des activités ordinaires des deux derniers trimestres de l'exercice 2020 ont été moins élevés que ceux des périodes précédentes, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des activités de financement de sociétés. La région du Canada a toujours bien fait au cours des huit derniers trimestres, la marge bénéficiaire avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, atteignant un sommet de 32,5 % au T2/19.

Les produits trimestriels tirés de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont été constamment élevés au cours des huit derniers trimestres et atteint 105,6 millions \$ au T4/20. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a grandement favorisé la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste s'élevant à 38,0 millions \$ au cours du dernier trimestre de l'exercice 2020. Nos activités aux États-Unis se sont aussi avérées rentables au cours des huit derniers trimestres, le résultat avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ atteignant 14,8 millions \$ au T4/20.

Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une hausse des produits tirés des honoraires de consultation au second semestre de l'exercice 2020. La rentabilité s'est également améliorée au cours des derniers trimestres, le résultat avant impôt de 3,4 millions \$ au T3/20 ayant été le plus élevé des huit derniers trimestres, ce qui est attribuable en partie à la réduction des coûts découlant des mesures de restructuration prises à la fin de l'exercice 2019.

Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont augmenté au cours de l'exercice 2020, surtout en raison d'une augmentation des activités de financement de sociétés. En particulier, les produits tirés du financement de sociétés ont atteint 9,3 millions \$ au T3/20, soit un niveau record pour les huit derniers trimestres.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi l'incidence positive de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés au cours de l'exercice, malgré la baisse des valeurs de marché à la fin de mars en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,8 % au T4/20 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 23,3 % par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits tirés des honoraires ont continué à progresser et ont atteint 40,1 % au T4/20. Les actifs sous gestion se sont établis à 4,0 milliards \$ au T4/20, en baisse de 5,0 % comparativement à ceux du T4/19, en raison de la diminution de la valeur de marché provoquée par l'incidence de la pandémie de COVID-19 à la fin de l'exercice clos le 31 mars 2020. Les actifs sous administration, qui comprennent les actifs sous gestion, ont diminué de 10,8 %, passant de 20,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2019 à 18,4 milliards \$ à la fin de l'exercice 2020.

Au cours de l'exercice 2020, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la conclusion de l'acquisition de Thomas Miller. Les produits trimestriels générés par cette région ont augmenté de 7,7 % au cours du T4/20 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation des effectifs, notre marge bénéficiaire avant impôt est demeurée solide à 19,1 % au T4/20, compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/20, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 68,6 %, une baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/19 du fait de l'augmentation des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont diminué de 9,8 % à la fin du T4/20, comparativement à ceux à la fin du T4/19, en raison de la diminution de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale, les ASG ont baissé de 10,8 %, pour s'établir à 22,7 milliards £ au 31 mars 2020.

Du fait de la conclusion de l'acquisition de Patersons au T3/20, nos activités australiennes se sont élargies, et les produits des activités ordinaires ont atteint 12,9 millions \$ au T4/20. Les ASG se chiffraient à 2,4 milliards \$ à la fin de l'exercice clos le 31 mars 2020, une baisse de 1,3 milliard \$ par rapport à ceux du trimestre précédent.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Rendement du quatrième trimestre de 2020

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 319,6 millions \$, soit 34,8 millions \$, ou 12,2 %, de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 20,8 millions \$ par rapport à ceux du T4/19, ce qui découle en partie de l'apport de l'acquisition de Patersons conclue au T3/20.

Le secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity a affiché une augmentation des produits des activités ordinaires de 16,5 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à ceux du T4/19. Nos activités aux États-Unis ont présenté une hausse des produits des activités ordinaires de 32,2 millions \$ ou 43,8 %, comparativement à ceux du T4/19, qui relève essentiellement de l'augmentation des produits tirés des honoraires de consultation, laquelle découle principalement de l'acquisition de Petsky Prunier réalisée en février 2019. En Australie, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,6 millions \$, ou 170,4 %, par rapport à ceux du T4/19, du fait surtout d'une hausse des produits tirés des honoraires de consultation et du financement de sociétés. La hausse des produits des activités ordinaires aux États-Unis et en Australie a été en partie contrebalancée par des baisses au Canada et au Royaume-Uni. La baisse des produits des activités ordinaires au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada s'explique en grande partie par la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des produits tirés des commissions et des honoraires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 6,0 millions \$, ou 20,7 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni découle surtout d'une baisse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste dans cette région.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 28,0 millions \$, ou 20,4 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 165,6 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine, comme il a été mentionné précédemment. Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont baissé de 11,7 millions \$, ou 19,4 %, pour s'établir à 48,6 millions \$ au T4/20, alors que nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont fait état d'une diminution de 18,4 millions \$, ou 64,7 %, attribuable à une réduction des activités de financement, en partie contrebalancée par des hausses aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie.

Les produits tirés des honoraires de consultation se sont fixés à 50,0 millions \$ au T4/20, en hausse de 17,8 millions \$, ou 55,2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est attribuable aux produits plus élevés générés dans l'ensemble des principales régions où nous menons nos activités.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont affiché une légère hausse de 0,2 million \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2020 comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, alors que l'augmentation des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a été essentiellement contrebalancée par des baisses liées à nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits d'intérêts se sont chiffrés à 15,2 millions \$ au T4/20, en hausse de 1,5 million \$, ou 10,8 %, par rapport à ceux du T4/19, en raison principalement de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres dans nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

Pour le T4/20, les produits divers ont affiché une diminution de 0,9 million \$ ou 15,3 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 31 mars 2019, en raison de la baisse des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Charges

Les charges ont totalisé 289,4 millions \$, en hausse de 10,2 millions \$, ou 3,6 %, en regard de celles du T4/19. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 294,7 millions \$, en hausse de 32,1 millions \$, ou 12,2 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 92,2 %, comme celui du T4/19.

La charge de rémunération a augmenté de 23,7 millions \$, ou 13,5 %, comparativement à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 62,2 % au T4/20, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport au trimestre clos le 31 mars 2019.

Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont été de 29,9 %, en légère augmentation par rapport à celles du T4/19. Les variations les plus importantes des charges indirectes par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais de négociation, la charge d'intérêts, les frais d'administration et la charge d'amortissement. Comme il a déjà été mentionné, l'adoption de l'IFRS 16 a donné lieu à une diminution des frais liés aux locaux et au matériel de 6,3 millions \$ par rapport à ceux du T4/19, ce qui a été en partie contrebalancé par une hausse de la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 5,5 millions \$.

Les frais de négociation ont affiché une hausse de 4,9 millions \$, ce qui découle principalement de l'augmentation des activités de négociation en lien avec nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi que de l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine en Australie grâce à l'acquisition de Patersons au T3/20. La charge d'intérêts a augmenté de 3,0 millions \$, ou 52,7 %, ce qui est surtout attribuable à la charge d'intérêts relative aux obligations locatives comptabilisée en vertu de l'IFRS 16. Les frais de développement ont diminué de 5,7 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'un ajustement des coûts relatifs aux mesures incitatives dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe pour tenir compte de la conjoncture du marché.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Un ajustement mineur des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Patersons au T3/20 a entraîné le recouvrement de frais de restructuration de 0,4 million \$. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, des frais de restructuration de 11,8 millions \$ avaient été comptabilisés au titre des indemnités de cessation d'emploi et des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni annoncée au T4/19.

De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle se rapportant à l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est chiffrée à 4,0 millions \$ au T4/20 par rapport à 3,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/20 s'est établi à 14,0 %, comparativement à 25,3 % pour le T4/19. La diminution du taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré découle de la comptabilisation d'actifs d'impôt différé de 3,7 millions \$ en lien avec nos activités aux États-Unis, comme il a été mentionné précédemment.

Résultat net

Le résultat net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 s'est élevé à 26,2 millions \$, comparativement à un résultat net de 2,5 millions \$ au T4/19. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,9 millions \$ au T4/20, par rapport à 0,3 million \$ au T4/19. Le résultat par action ordinaire après dilution pour le trimestre considéré s'est fixé à 0,21 \$, par rapport à 0,00 \$ au T4/19. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a atteint 21,5 millions \$ au T4/20 en regard de 16,6 millions \$ au T4/19, soit une augmentation de 4,8 millions \$, ou 29,1 %, qui découle surtout de la hausse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ a été de 19,1 millions \$ par rapport à 14,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,17 \$ au T4/20 par rapport à 0,12 \$ au T4/19.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2020				2019			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	204 636	\$ 206 455	\$ 22 963	\$ 434 054	\$ 260 665	\$ 204 420	\$ 24 430	\$ 489 515
Royaume-Uni et Europe	96 103	277 953	—	374 056	108 789	254 985	—	363 774
États-Unis	350 379	3 111	—	353 490	303 587	2 406	—	305 993
Australie	38 351	23 916	—	62 267	31 366	—	—	31 366
Autres établissements à l'étranger	—	—	—	—	(81)	—	—	(81)
Total des produits des activités ordinaires	689 469	511 435	22 963	1 223 867	704 326	461 811	24 430	1 190 567
Charges	623 663	430 518	69 663	1 123 844	622 760	388 741	86 410	1 097 911
Imputations intersectorielles	17 005	12 743	(29 748)	—	18 689	14 467	(33 156)	—
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	48 801	\$ 68 174	\$(16 952)	\$ 100 023	\$ 62 877	\$ 58 603	\$(28 824)	\$ 92 656
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	689 469	511 435	22 963	1 223 867	704 326	461 811	24 430	1 190 567
Charges	612 690	418 457	69 663	1 100 810	605 218	371 961	77 802	1 054 981
Imputations intersectorielles	17 005	12 743	(29 748)	—	18 689	14 467	(33 156)	—
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	59 774	\$ 80 235	\$(16 952)	\$ 123 057	\$ 80 419	\$ 75 383	\$(20 216)	\$ 135 586
Nombre d'employés	789	1 180	339	2 308	832	972	308	2 112

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 25 des états financiers consolidés audités à la page 106.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2020, 70,3 % du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Marchés des capitaux Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Marchés des capitaux Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Marchés des capitaux Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement des activités sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars											
	2020						2019					
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger ⁶	Total	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	204 636	\$ 96 103	\$ 350 379	\$ 38 351	\$ —	\$ 689 469	260 665	\$ 108 789	\$ 303 587	\$ 31 366	\$ (81)	\$ 704 326
Charges												
Charge de rémunération	110 163	60 830	205 929	25 149	—	402 071	134 562	78 278	170 618	19 981	808	404 247
Autres charges indirectes	63 880	30 753	113 916	10 742	—	219 291	53 052	38 333	101 533	9 407	690	203 015
Frais de développement	31	—	464	—	—	495	72	96	284	—	—	452
Frais connexes aux acquisitions	—	—	177	1 629	—	1 806	1 173	—	803	—	—	1 976
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	13 070	—	—	—	13 070
Total des charges	174 074	91 583	320 486	37 520	—	623 663	188 859	129 777	273 238	29 388	1 498	622 760
Imputations intersectorielles ³	12 241	895	3 010	859	—	17 005	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	18 321	\$ 3 625	\$ 26 883	\$ (28)	\$ —	\$ 48 801	59 348	\$ (23 896)	\$ 27 312	\$ 1 692	\$ (1 579)	\$ 62 877
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	204 636	96 103	350 379	38 351	—	689 469	260 665	108 789	303 587	31 366	(81)	704 326
Total des charges	171 522	91 583	313 694	35 891	—	612 690	185 194	116 707	272 431	29 388	1 498	605 218
Imputations intersectorielles ³	12 241	895	3 010	859	—	17 005	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	20 873	\$ 3 625	\$ 33 675	\$ 1 601	\$ —	\$ 59 774	63 013	\$ (10 826)	\$ 28 119	\$ 1 692	\$ (1 579)	\$ 80 419
Nombre d'employés	257	136	313	83	—	789	255	197	308	68	4	832

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

5) Comprend les activités à Dubaï.

6) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	29,7 %	37,0 %	(7,3) pp
Royaume-Uni et Europe ¹	13,9 %	15,4 %	(1,5) pp
États-Unis	50,8 %	43,1 %	7,7 pp
Australie	5,6 %	4,5 %	1,1 pp
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,0 %	0,0 pp
	100,0 %	100,0 %	

pp : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 689,5 millions \$, en baisse de 14,9 millions \$, ou 2,1%, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Les produits des activités ordinaires ont augmenté aux États-Unis et en Australie, respectivement de 46,8 millions \$, ou 15,4 %, et 7,0 millions \$, ou 22,3 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui est surtout attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont baissé de 56,0 millions \$, ou 21,5 %, alors qu'ils avaient été exceptionnellement élevés à l'exercice 2019. Les produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni ont reculé de 12,7 millions \$, ou 11,7 %, pour s'établir à 96,1 millions \$ à l'exercice 2020 en raison de la diminution des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, des commissions et des honoraires et des activités de financement, en partie compensée par la hausse des honoraires de consultation gagnés au cours de l'exercice.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2020, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. L'apport de nos activités de mobilisation de capitaux dans le secteur soins de santé et sciences de la vie comprend les produits tirés des activités liées au cannabis, et nous constatons que nos activités de financement de sociétés aux États-Unis ont constitué un vecteur important de la croissance des produits tirés des sous-secteurs service de santé et technologie de l'information en santé, ainsi que de l'ensemble du secteur sciences de la vie. Les produits tirés des secteurs de la technologie et de l'industrie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada et témoignent de l'accroissement soutenu de notre secteur de la technologie aux États-Unis.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Sciences de la vie	22,4 %	28,9 %
Technologie	17,9 %	26,4 %
Industries	5,9 %	12,6 %
Métaux et mines	19,2 %	12,1 %
Produits diversifiés	6,6 %	7,1 %
Produits financiers	4,9 %	5,8 %
Produits de consommation et de détail	4,0 %	3,3 %
Immobilier	5,9 %	2,0 %
Autres	4,0 %	0,9 %
Produits structurés et développement durable	6,0 %	0,5 %
Énergie	3,2 %	0,4 %
Total	100,0 %	100,0 %

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	20,6 %	43,4 %	5,4 %	7,2 %
Métaux et mines	23,8 %	0,0 %	5,4 %	43,3 %
Technologie	6,4 %	43,4 %	25,7 %	15,5 %
Produits diversifiés	11,7 %	0,0 %	0,0 %	2,1 %
Produits structurés et développement durable	11,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Immobilier	10,7 %	0,0 %	1,4 %	0,0 %
Industries	1,0 %	11,4 %	25,6 %	1,0 %
Produits financiers	5,6 %	0,0 %	13,5 %	4,1 %
Produits de consommation et de détail	1,8 %	1,8 %	16,2 %	7,2 %
Autres	4,1 %	0,0 %	0,0 %	13,4 %
Énergie	3,1 %	0,0 %	6,8 %	6,2 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	39,3 %	34,9 %	1,9 %	5,5 %
Technologie	6,7 %	51,3 %	14,3 %	11,9 %
Industries	0,2 %	12,2 %	46,8 %	5,4 %
Métaux et mines	21,2 %	0,0 %	0,8 %	51,5 %
Produits diversifiés	18,7 %	0,0 %	0,0 %	5,5 %
Produits financiers	6,0 %	0,0 %	23,8 %	0,1 %
Produits de consommation et de détail	0,5 %	1,6 %	11,1 %	9,2 %
Immobilier	5,3 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %
Autres	0,3 %	0,0 %	0,0 %	9,6 %
Produits structurés et développement durable	1,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Énergie	0,5 %	0,0 %	0,8 %	1,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2020 se sont élevées à 623,7 millions \$, une hausse de 0,9 million \$, ou 0,1 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2020 a été de 612,7 millions \$, une hausse de 7,5 millions \$, ou 1,2 %, comparativement à celui de l'exercice 2019. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges a augmenté de 2,9 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Charge de rémunération

La charge de rémunération pour l'exercice 2020 est en baisse de 2,2 millions \$, ou 0,5 %, comparativement à celle de l'exercice 2019. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 58,3 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020, en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,2 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 58,8 % pour l'exercice 2020, une hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, du fait d'ajustements aux comptes de rémunération au rendement et aux coûts fixes du personnel. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 8,7 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2019, en raison de la baisse des coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie s'est chiffrée à 65,6 %, soit une hausse de 1,9 point de pourcentage attribuable au fait qu'une plus grande partie de certains coûts du personnel est de nature invariable.

Charge de rémunération (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Canada	53,8 %	51,6 %	2,2 pp
Royaume-Uni et Europe	63,3 %	72,0 %	(8,7) pp
États-Unis	58,8 %	56,2 %	2,6 pp
Australie	65,6 %	63,7 %	1,9 pp
Autres établissements à l'étranger	n. p.	n. p.	n. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	58,3 %	57,4 %	0,9 pp

pp : points de pourcentage

n. p. : non pertinent

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 219,3 millions \$ pour l'exercice 2020 par rapport à 203,0 millions \$ pour l'exercice 2019, ce qui représente une hausse de 16,3 millions \$, ou 8,0 %. Les frais d'administration, la charge d'amortissement et la charge d'intérêts figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,7 millions \$, ou 8,8 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2019, en raison de l'augmentation des honoraires professionnels, des frais de promotion et de déplacement, et des autres frais de bureau pour soutenir et développer nos activités.

La charge d'amortissement s'est fixée à 13,0 millions \$, en hausse de 5,8 millions \$ comparativement à celle de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Petsky Prunier.

La charge d'intérêts a augmenté de 5,8 millions \$, ou 59,6 %, par rapport à celle de l'exercice 2019, en raison de la comptabilisation d'une charge d'intérêts relative aux obligations locatives conformément à l'IFRS 16. De plus, la modification de méthode comptable a également donné lieu à une baisse de 15,1 millions \$ des frais liés aux locaux et au matériel, contrebalancée en partie par l'augmentation de 13,2 millions \$ de la charge d'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des frais connexes aux acquisitions de 1,8 million \$ ont été comptabilisés en lien avec l'acquisition de Patersons (les activités de gestion de patrimoine en Australie étaient comptabilisées avec les activités sur les marchés des capitaux en Australie avant le T3/20).

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 48,8 millions \$ pour l'exercice 2020, une diminution de 14,1 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a diminué, passant de 80,4 millions \$ à l'exercice 2019 à 59,8 millions \$ à l'exercice 2020. La diminution du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs d'exploitation au Canada et au Royaume-Uni, combinée à une augmentation des charges indirectes.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement au Canada pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. En plus de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18, la Société a fait l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20, élargissant davantage ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Au Royaume-Uni et en Europe, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement et des portefeuilles modèles gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2020, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 9 bureaux dans l'ensemble du Canada. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation.

La division tirant 72,9 % de ses produits des activités donnant droit à des honoraires récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre et d'approfondir le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	209 566 \$	206 826 \$	2 740 \$	1,3 %
Charges				
Charge de rémunération	121 494	118 860	2 634	2,2 %
Autres charges indirectes	53 184	47 968	5 216	10,9 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Total des charges	174 678	166 828	7 850	4,7 %
Imputations intersectorielles ³	12 229	13 152	(923)	(7,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	22 659 \$	26 846 \$	(4 187) \$	(15,6) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	4 009	4 221	(212)	(5,0) %
ASA – Canada ⁵	18 440	20 674	(2 234)	(10,8) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	146	155	(9)	(5,8) %
Nombre d'employés	432	430	2	0,5 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	174 678 \$	166 828 \$	7 850 \$	4,7 %
Imputations intersectorielles ³	12 229	13 152	(923)	(7,0) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	22 659	26 846	(4 187)	(15,6) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASA, les ASG, le nombre d'équipes de conseillers et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 209,6 millions \$, soit une hausse de 2,7 millions \$, ou 1,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019, attribuable à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, en partie contrebalancée par la diminution des produits tirés du financement de sociétés.

Les ASA au Canada ont baissé de 10,8 %, passant de 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019 à 18,4 milliards \$ au 31 mars 2020, par suite de la réduction de la valeur de marché causée par l'incidence de la pandémie de COVID-19. On comptait 146 équipes de conseillers au Canada, soit neuf de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 5,3 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 40,2 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020.

Pour l'exercice 2020, les charges se sont élevées à 174,7 millions \$, en hausse de 7,9 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à celles de l'exercice 2019. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 2,7 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération a augmenté de 2,6 millions \$, ou 2,2 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,5 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 58,0 % à l'exercice 2020.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 2,2 % comparativement à celles de l'exercice 2019. Les frais de négociation ont augmenté de 2,3 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2019, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais d'administration ont augmenté de 2,0 millions \$, ou 14,0 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences ainsi que du fait des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes et des provisions pour les frais juridiques et les règlements. Les frais de développement se sont accrus de 1,5 million \$, en raison de l'amortissement des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 2,2 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice 2019, par suite du changement de méthode comptable pour les contrats de location comme il a été mentionné précédemment, et une augmentation similaire de 2,4 millions \$ pour l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a été comptabilisée à l'exercice 2020.

Le résultat avant impôt sur le résultat a affiché une baisse de 4,2 millions \$ pour s'établir à 22,7 millions \$ à l'exercice 2020, du fait de la hausse de certaines charges indirectes qui ne varient pas directement en fonction des produits des activités ordinaires.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	277 953 \$	254 985 \$	22 968 \$	9,0 %
Charges				
Charge de rémunération	151 020	144 827	6 193	4,3 %
Autres charges indirectes	80 881	75 998	4 883	6,4 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Frais de restructuration	1 098	—	1 098	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	(1 930)	1 088	(3 018)	(277,4) %
Total des charges	231 069	221 913	9 156	4,1 %
Imputations intersectorielles ²	1 149	1 315	(166)	(12,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	45 735 \$	31 757 \$	13 978 \$	44,0 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	39 879	44 195	(4 316)	(9,8) %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	210	190	20	10,5 %
Nombre d'employés	548	542	6	1,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	220 274 \$	205 133 \$	15 141 \$	7,4 %
Imputations intersectorielles ²	1 149	1 315	(166)	(12,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	56 530	48 537	7 993	16,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

5) Comprend les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor, société acquise le 29 janvier 2019, et les résultats d'exploitation de Thomas Miller depuis la date d'acquisition du 1^{er} mai 2019.

Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor sont pris en compte depuis la date de clôture du 29 janvier 2019 et ceux de Thomas Miller, après la date de clôture du 1^{er} mai 2019, et ils sont également inclus dans l'analyse ci-après.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 278,0 millions \$ à l'exercice 2020, en hausse de 23,0 millions \$, ou 9,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 164,3 millions £ à l'exercice 2020, en hausse de 16,2 millions £, ou 10,9 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2020, les ASG au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 39,9 milliards \$, en baisse de 9,8 % par rapport à 44,2 milliards \$ au 31 mars 2019 en raison de la baisse de la valeur de marché. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont diminué de 10,8 % comparativement à ceux au 31 mars 2019. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 72,9 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2020, une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport ceux de à l'exercice précédent.

La charge de rémunération s'est chiffrée à 151,0 millions \$, en hausse de 6,2 millions \$ par rapport à 144,8 millions \$ à l'exercice 2019, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et honoraires liés au rendement. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,5 points de pourcentage, passant de 56,8 % à l'exercice 2019 à 54,3 % à l'exercice 2020.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les autres charges indirectes ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 6,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,4 millions \$, ou 23,0 %, ce qui s'explique en partie par les réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours ainsi que par les coûts en soutien aux activités élargies. L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de McCarthy Taylor au T4/19 et de Thomas Miller au T1/20 a entraîné une augmentation de 2,5 millions \$, ou 16,6 %, de la charge d'amortissement comparativement à celle de l'exercice 2019. La charge d'intérêts a augmenté de 1,8 million \$, ou 70,0 %, en lien avec l'obtention d'un emprunt bancaire supplémentaire pour conclure l'acquisition de Thomas Miller au T1/20 et avec la charge d'intérêts inscrite au titre des obligations locatives comptabilisées par suite de l'adoption de l'IFRS 16. L'augmentation des frais de négociation de 2,6 millions \$, ou 32,1 %, découle surtout de l'augmentation des activités de négociation par rapport à celles de l'exercice précédent. Les frais de développement ont diminué de 5,0 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison d'un ajustement des coûts relatifs aux mesures incitatives liées aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni pour tenir compte de la conjoncture du marché.

Des frais de restructuration de 1,1 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration liés aux acquisitions récentes. Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2019.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 2,3 millions \$ relativement à l'acquisition de Thomas Miller en mai 2019. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice. De plus, un recouvrement de 4,2 millions \$ a été comptabilisé en lien avec la reprise d'une partie de la contrepartie éventuelle initialement comptabilisée dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller, le ralentissement récent des marchés ayant entraîné une révision des estimations. Les frais connexes aux acquisitions de 1,1 million \$ comptabilisés à l'exercice 2019 étaient liés aux acquisitions de McCarthy Taylor et de Thomas Miller.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 45,7 millions \$, comparativement à 31,8 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des produits des activités ordinaires et par les ajustements susmentionnés en lien avec les coûts relatifs aux mesures incitatives et la contrepartie éventuelle. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 56,5 millions \$, soit une hausse de 8,0 millions \$, ou 16,5 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

RENDEMENT FINANCIER – AUSTRALIE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019
Produits des activités ordinaires	23 916 \$	—	23 916 \$ n. p.
Charges			
Charge de rémunération	15 268	—	15 268 n. p.
Autres charges indirectes	8 680	—	8 680 n. p.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	— n. p.
Frais de restructuration	823	—	823 n. p.
Frais connexes aux acquisitions	—	—	— n. p.
Total des charges	24 771	—	24 771 n. p.
Imputations intersectorielles ²	(635)	—	(635) n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(220) \$	—	(220) \$ n. p.
ASG ³	2 400	—	2 400 n. p.
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	119	—	119 n. p.
Nombre d'employés	200	—	200 n. p.
Compte non tenu des éléments importants⁴			
Total des charges	23 505 \$	—	23 505 \$ n. p.
Imputations intersectorielles ²	(635)	—	(635) n. p.
Résultat avant impôt sur le résultat ²	1 046	—	1 406 \$ n. p.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, les ASG, le nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

À compter du T3/20, le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie) comprend les résultats d'exploitation de Patersons Securities Limited (renommée « Canaccord Genuity Financial Limited ») depuis la date de clôture de l'acquisition du 21 octobre 2019, ainsi que les activités de gestion de patrimoine auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a généré des produits des activités ordinaires de 23,9 millions \$. Les ASG des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 2,4 milliards \$ au 31 mars 2020 et comprenaient des actifs pour le compte des clients détenus dans leurs plateformes de gestion des placements. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Australie en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont représenté 23,1 % des produits de gestion de patrimoine à l'exercice 2020.

La charge de rémunération, les frais de négociation et les frais d'administration composent la majeure partie du total des charges de 24,8 millions \$ pour l'exercice 2020. La charge de rémunération s'est chiffrée à 15,3 millions \$ à l'exercice 2020. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est fixée à 63,8 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Des frais de restructuration de 0,8 million \$ ont été comptabilisés à l'exercice 2020 au titre des coûts d'intégration engagés dans le cadre de l'acquisition de Patersons.

La perte avant impôt sur le résultat de 0,2 million \$ pour l'exercice considéré découle principalement des frais de restructuration liés aux efforts d'intégration et d'autres coûts immobiliers. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2020 a été de 1,0 million \$.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette unité d'exploitation a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 339 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2020	2019	Variation entre l'exercice 2020 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	22 963 \$	24 430 \$	(1 467) \$	(6,0) %
Charges				
Charge de rémunération	48 460	48 691	(231)	(0,5) %
Autres charges indirectes	20 996	28 807	(7 811)	(27,1) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—
Perte sur débetures convertibles	—	8 608	(8 608)	n. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	207	304	(97)	(31,9) %
Total des charges	69 663	86 410	(16 747)	(19,4) %
Imputations intersectorielles ²	(29 748)	(33 156)	3 408	(10,3) %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(16 952)	(28 824)	11 872	(41,2) %
Nombre d'employés	339	308	31	10,1 %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	69 663 \$	77 802 \$	(8 139) \$	(10,5) %
Imputations intersectorielles ²	(29 748)	(33 156)	3 408	(10,3) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(16 952)	(20 216)	3 264	(16,1) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 40.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 22.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2020 se sont chiffrés à 23,0 millions \$, une diminution de 1,5 million \$, ou 6,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2019 en lien avec une baisse des produits d'intérêts sur les soldes de trésorerie détenus au cours de l'exercice.

Le total des charges s'est établi à 69,7 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, soit une baisse de 16,7 millions \$, ou 19,4 %, comparativement à celui de l'exercice précédent. Les autres charges indirectes ont diminué de 7,8 millions \$, ou 27,1 %, par rapport à celles de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse du recouvrement des frais de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

La perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 17,0 millions \$ pour l'exercice 2020, par rapport à une perte avant impôt sur le résultat de 28,8 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 17,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 20,2 millions \$ à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien, de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

Données de l'état de la situation financière aux 31 mars

(en milliers \$ CA)	2020	2019	2018	2017	2016
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	997 111 \$	820 739 \$	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$
Titres détenus	931 467	690 499	469 217	784 230	564 746
Créances clients	3 275 841	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150
Impôt sur le résultat à recevoir	5 603	2 502	1 170	1 085	12 537
Actifs d'impôt différé	39 487	22 117	19 941	15 323	11 221
Placements	10 105	6 224	2 035	2 829	5 578
Matériel et aménagements des locaux loués	24 860	25 792	30 967	31 479	37 049
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	565 587	524 757	418 731	295 065	323 936
Actifs au titre de droits d'utilisation	106 134	—	—	—	—
Total de l'actif	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	— \$	9 639 \$	— \$	25 280 \$	14 910 \$
Titres vendus à découvert	875 017	373 419	301 006	645 742	427 435
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 673 451	3 123 765	2 638 954	3 669 883	2 185 047
Provisions	6 735	18 212	8 428	11 793	18 811
Impôt sur le résultat à payer	11 721	5 415	7 851	10 093	4 242
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	7 042	9 294	9 679	—	—
Tranche à court terme des obligations locatives	23 417	—	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	57 859	—	—	—	—
Contrepartie différée	8 966	22 225	9 997	—	—
Contrepartie éventuelle	47 614	108 319	49 844	—	—
Billet payable	—	5 832	—	—	—
Obligations locatives	88 922	—	—	—	—
Autres passifs non courants	1 760	1 741	—	—	—
Emprunt bancaire	79 192	50 370	61 758	—	—
Passifs d'impôt différé	9 903	7 978	13 715	140	450
Composante passif des débetures convertibles	128 322	127 225	57 081	56 442	—
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	15 000
Capitaux propres	928 618	876 363	841 352	764 785	749 929
Participations ne donnant pas le contrôle	156	1 997	13 571	11 858	8 722
Total du passif et des capitaux propres	5 956 195 \$	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 997,1 millions \$ au 31 mars 2020, contre 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 931,5 millions \$ au 31 mars 2020, en regard de 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, en raison surtout d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients se chiffraient à 3,3 milliards \$ au 31 mars 2020, en comparaison de 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 395,4 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 170,2 millions \$, au 31 mars 2020. Au 31 mars 2019, le goodwill s'établissait à 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 154,5 millions \$. Ces montants représentent le goodwill

et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Patersons.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 80,1 millions \$ au 31 mars 2020, comparativement à 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les titres vendus à découvert étaient de 875,0 millions \$ au 31 mars 2020, contre 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, en raison surtout d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,7 milliards \$, une hausse par rapport à 3,1 milliards \$ au 31 mars 2019, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, les autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 30,9 millions \$ au 31 mars 2020, comparativement à 22,6 millions \$ à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a obtenu du financement supplémentaire de 17,0 millions £ sur cet emprunt dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller. Au 31 mars 2020, le solde impayé, déduction faite des remboursements de capital et des frais de financement non amortis, était de 49,0 millions £ (86,2 millions \$) (34,3 millions £ (59,7 millions \$ CA) au 31 mars 2019). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt est assorti d'un taux d'intérêt annuel variable actuellement fixé à 2,6584 % au 31 mars 2020 (taux annuel de 2,9646 % au 31 mars 2019).

Compte tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 653,7 millions \$ (683,2 millions \$ au 31 mars 2019). Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Ces facilités de crédit, que la Société utilise pour faciliter les activités de règlement, sont constituées d'emprunts à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 9,0 millions \$ et 105,5 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2020 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier. Se reporter aux notes 7 et 13 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 pour de plus amples renseignements.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 0,2 million \$ au 31 mars 2020, en comparaison de 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, ce qui représente 15 % (15 % au 31 mars 2019) de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2019) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dette bancaire et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2020, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (9,6 millions \$ au 31 mars 2019).

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2020.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2021	Exercice 2022 – Exercice 2023	Exercice 2024 et par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	134 894	29 899	49 843	55 152
Emprunt bancaire ¹	94 183	9 503	33 851	50 829
Débiteures convertibles ²	165 906	8 295	16 591	141 020
Total des obligations contractuelles	394 983	47 697	100 285	247 001

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale et un montant de 15 000 000 £ lié à l'acquisition de Thomas Miller. L'emprunt bancaire porte intérêt à 2,6584 % par année, est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. Le solde actuel, déduction faite des frais de financement non amortis, est de 49,0 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débiteures) émises au T2/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débentures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, le déficit et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 997,1 millions \$, en hausse de 176,4 millions \$ par rapport à 820,7 millions \$ au 31 mars 2019. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, des flux de trésorerie de 143,9 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, essentiellement pour l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT (39,8 millions \$), le versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées et ordinaires (41,9 millions \$) et les paiements de loyers (31,7 millions \$), contrebalancés en partie par le produit tiré d'un emprunt bancaire (26,3 millions \$). Des flux de trésorerie de 49,9 millions \$ ont été affectés aux activités d'investissement, essentiellement pour les acquisitions de Thomas Miller et de Patersons au cours de l'exercice. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 365,2 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 5,0 millions \$ de la trésorerie s'explique par l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Le montant résiduel du produit a été utilisé par la Société pour financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2020	2019
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	93 464 251	97 580 334
Nombre d'actions émises et en circulation ²	107 812 361	115 616 744
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	130 722 846	140 241 098
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	98 449 097	96 259 582
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	128 302 744	130 943 743
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{4, 5}	128 302 744	130 943 743

1) Exclut 284 645 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 14 063 465 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 284 645 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 14 063 465 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 22 910 485 actions, nets des renoncements.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat importante lancée le 3 juillet 2019, qui a expiré le 9 août 2019, la Société a offert de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 40,0 millions \$ de ses actions ordinaires. La Société a réalisé l'offre selon le mécanisme de la vente aux enchères au rabais modifiée qui a permis aux actionnaires qui souhaitaient y prendre part de déterminer individuellement le prix auquel ils étaient disposés à vendre leurs actions ordinaires, lequel devait se situer dans une fourchette d'au moins 5,50 \$ et d'au plus 6,30 \$ l'action ordinaire (par incrément de 0,10 \$ par action ordinaire). À l'expiration de l'offre, la Société a déterminé que le prix de 5,50 \$ était le prix d'achat le plus bas lui permettant de racheter le nombre maximum d'actions ordinaires valablement déposées et dont le dépôt n'a pas été dûment révoqué jusqu'à concurrence d'un prix de rachat global de 40,0 millions \$. Par conséquent, la Société a racheté aux fins d'annulation 7 272 727 de ses actions ordinaires au prix de 5,50 \$ l'action ordinaire, ce qui représentait environ 6,28 % des actions ordinaires émises et en circulation sur une base non diluée au 3 juillet 2019. Ces actions ont été annulées avec prise d'effet le 19 août 2019.

Le 12 août 2019, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2019 au 14 août 2020, jusqu'à concurrence de 5 423 872 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, 1 467 656 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2019 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2020) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions

ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2019 à juillet 2019).

Au 31 mai 2020, 107 813 482 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D'ACTION ORDINAIRE

Solde au 31 mars 2019	115 616 744
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	54 236
Actions émises en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier	736 850
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	144 914
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 467 656)
Solde au 31 mars 2020	107 812 361

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiduciaires pour les avantages du personnel (fiducies) ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D'ACTION ORDINAIRE

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui a remplacé les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP ont reçu des attributions en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui a remplacé les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

UNITÉS D'ACTION DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement la publication initiale des états financiers intermédiaires et du rapport de gestion pour le premier trimestre de la Société prenant fin après le départ de l'administrateur. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D'ACTION LIÉES AU RENDEMENT

À compter du 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTION LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ l'action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Le 12 juin 2019, la Société a attribué 100 000 options selon les mêmes modalités que celles de l'attribution du 14 juin 2018 (y compris une durée de vie de cinq ans à compter du 14 juin 2018). À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement initiales est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée

de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2020	31 mars 2019
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc. Tunisia SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG Wealth Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2020, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (85 % au 31 mars 2019) (note 8).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2020 et 2019.

(en milliers)	31 mars 2020	31 mars 2019
Avantages du personnel à court terme	12 877 \$	10 167 \$
Paiements fondés sur des actions	1 068	2 656
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	13 945 \$	12 823 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2020	31 mars 2019
Créances clients	2 328 \$	837 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	980 \$	942 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2020 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Patersons Securities Limited et de Thomas Miller Wealth Management et Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited.

L'incertitude économique liée à l'éclosion de la COVID-19 et à la déclaration d'une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 suscite davantage d'incertitude à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. En réponse aux répercussions de la pandémie sur l'économie, les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes conçues pour stabiliser l'économie. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Par conséquent, il est impossible d'estimer avec fiabilité l'ampleur et la gravité de la situation, ainsi que les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers et la situation financière de la Société pour les périodes ultérieures, y compris l'incidence de l'évolution future de la situation sur les hypothèses utilisées par la direction pour porter des jugements et effectuer des estimations.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2020, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) et de Canaccord Genuity Financial Limited. La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2020 et 2019. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2020, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue

ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2020 ont été de 14,8 millions \$ (6,4 millions \$ en 2019). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe

sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. À compter de l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI utilisées en vertu du régime seront acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change

moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2020.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2020, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,1 millions \$ US, une augmentation de 1,9 million \$ US par rapport à ceux au 31 mars 2019. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 0,8 million \$ US, une diminution de 4,8 millions \$ US par rapport à ceux au 31 mars 2019. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2020, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 29,9 millions \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2019).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2020 et 2019, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyers futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés) même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société a appliqué les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. La Société a également choisi d'appliquer l'exemption qui lui permet de ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation ni d'obligation locative pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou pour les contrats de location à court terme (dont la durée est de douze mois ou moins). En outre, la Société a appliqué les dispositions transitoires suivantes qui lui permettent de faire ce qui suit :

- 1) Considérer tous les contrats de location venant à terme dans les douze mois suivant la date de transition comme des contrats de location à court terme
- 2) S'appuyer sur les évaluations antérieures de contrats de location déficitaires en vertu de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*
- 3) Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application
- 4) Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation

Par conséquent, par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers attendus avec des actifs au titre de droits d'utilisation reflétant les mêmes valeurs après les ajustements au titre des paiements de loyers effectués d'avance et des contrats de location déficitaires, le cas échéant.

Au 1^{er} avril 2019, la Société a comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes de respectivement 112,7 millions \$ et 121,5 millions \$ dans ses états de la situation financière consolidés. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a comptabilisé une charge d'amortissement liée aux actifs au titre de droits d'utilisation de 22,9 millions \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 7,2 millions \$.

Interprétation IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

Cette interprétation traite de la comptabilisation des impôts sur le résultat en cas d'incertitude qui influe sur l'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Elle ne s'applique pas aux impôts et droits ou taxes qui n'entrent pas dans le champ d'application d'IAS 12, pas plus qu'elle ne spécifie d'exigences relatives aux intérêts et aux pénalités associés aux traitements fiscaux incertains. Cette interprétation répond aux questions suivantes :

- 1) L'entité considère-t-elle les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement?
- 2) Que suppose l'entité relativement au contrôle des traitements fiscaux par l'administration fiscale?
- 3) Comment l'entité détermine-t-elle le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt?
- 4) Comment l'entité tient-elle compte des changements dans les faits et circonstances?

L'entité doit déterminer si elle devrait considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou plutôt regrouper certains d'entre eux. L'entité doit appliquer la méthode qui fournit la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

La Société doit exercer un jugement important afin de relever les incertitudes relatives aux traitements fiscaux. Puisque la Société mène ses activités dans un environnement multinational complexe, elle a évalué l'incidence de l'interprétation sur ses états financiers consolidés.

Par suite de l'adoption de l'interprétation le 1^{er} avril 2019, la Société a cherché à déterminer si elle a adopté des positions fiscales incertaines et a déterminé qu'il est probable que ses traitements fiscaux (y compris ceux liés à ses filiales) seront acceptés par les administrations fiscales. L'interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Les modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que les conséquences fiscales des dividendes sont plus directement liées aux événements ou transactions passés qui ont généré des bénéfices distribuables, plutôt que liées aux distributions aux propriétaires. Par conséquent, l'entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, selon le poste dans lequel elle a comptabilisé ces événements ou transactions passés à l'origine.

La Société a adopté les modifications à l'IAS 12 à compter du 1^{er} avril 2019. Étant donné que les pratiques actuelles de la Société sont conformes à ces modifications, celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il n'y a pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2020.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2020, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2020 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2020 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

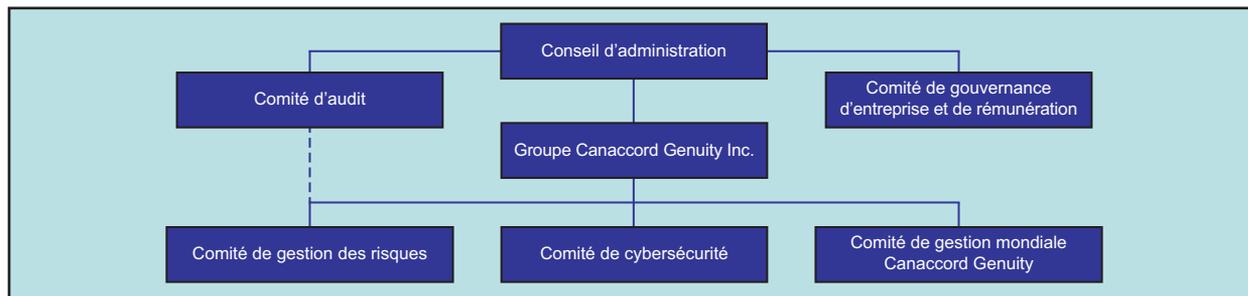
STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites

prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil d'administration à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyberrisque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Groupe Canaccord Genuity exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients de l'entreprise Jitneytrade, acquise par la Société au cours de l'exercice 2019 (renommée « CG Direct »), et des

secteurs Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;

- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société et ses entreprises associées fournissent des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocient leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Cette mesure d'atténuation des risques vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque pandémique

Le risque pandémique est le risque que l'écllosion d'une maladie infectieuse à grande échelle augmente considérablement la morbidité et la mortalité à l'intérieur d'une vaste région géographique et entraîne d'importantes perturbations sociales et économiques. De telles perturbations pourraient avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et empêcher celle-ci d'exercer ses activités comme elle le ferait dans des conditions normales. L'écllosion mondiale de la COVID-19 et la déclaration de l'état de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020 ont considérablement perturbé l'activité économique et causé un repli marqué des marchés boursiers mondiaux, ce qui a eu une incidence sur le cours normal des activités de la Société. Dans les premiers temps de l'écllosion, la Société a révisé son plan de reprise après sinistre pour se préparer à une escalade de l'écllosion. Dans le cadre de cette révision, la Société a notamment mis en place des systèmes d'accès à distance à faible temps de latence pour les pupitres de négociation, actualisé ses solutions technologiques et son infrastructure réseau, soumis ses systèmes d'accès à distance à des tests de charge et amélioré ses politiques et procédures pour réduire le recours aux processus manuels afin d'assurer le déroulement harmonieux des activités dans un éventuel contexte de télétravail. Étant bien préparée, la Société a pu poursuivre ses activités sans perturbation apparente lors de la transition de la plupart de ses employés vers le travail à distance. Le fonctionnement harmonieux et efficace des pupitres de négociation a permis de bien servir les clients et de limiter l'exposition de la Société ainsi que les risques liés à la gestion des titres qu'elle détient et à ses positions de négociation. Bien que les systèmes, processus et procédures de la Société aient permis de limiter efficacement les risques associés à l'écllosion de la pandémie de COVID-19, ces systèmes, processus et procédures pourraient s'avérer inefficaces lors de futures pandémies ou si les conditions découlant de la pandémie de COVID-19 se détériorent ou persistent pendant une longue période de temps.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2020, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 13,1 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (17,9 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 30 juin 2020 aux actionnaires inscrits le 19 juin 2020.

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 19 juin 2020.

Le 2 juin 2020, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 30 juin 2020 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 19 juin 2020.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.